



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

SUBDIVISION DU MORBIHAN
34, rue Jules Le Grand
56100 LORIENT

Lorient, le 19 mars 2008

Téléphone : 02.97.84.19.20
Télécopie : 02.97.21.31.72

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet :

- Installations Classées.
- Société **Yves ROCHER** à **LA GACILLY** (site des Villes Geffs).
- Dossier de demande d'autorisation.

P.J. :

- Un projet d'arrêté d'autorisation.

I - Introduction - Objet du rapport

Le présent rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) fait suite au dossier de demande d'autorisation déposé en Préfecture en juillet 2007 et complété en septembre 2007 par la Société Yves ROCHER en vue d'un réaménagement et d'une augmentation des capacités de production de son établissement situé à LA GACILLY.

II - Présentation synthétique du dossier du demandeur

II.1 - Demandeur

- Société : Laboratoire de biologie végétale Yves ROCHER.
- Siège social : La Croix des Archers – 56200 LA GACILLY.
- Statut juridique : Société Anonyme au capital de 5 381 265 €.

II.2 - Localisation

L'établissement est implanté au lieu-dit « Les Villes Geffs » sur la commune de LA GACILLY.

Le site est localisé à 1,2 km au Nord du bourg de LA GACILLY.

Les zones habitées les plus proches sont :

- le hameau des Villes Geffs, à 90 m à l'Est du site,
- le hameau de la Provostais, à 50 m au Nord du site.

II.3 - Nature des activités

L'activité de l'établissement, implanté au lieu-dit « Les Villes Geffs » sur la commune de LA GACILLY, est la fabrication et le conditionnement de produits capillaires, d'hygiène et de soins cosmétiques (shampooings, gels douche, laits hydratants, ...).

L'installation est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation du 05 janvier 1996.

II.4 - Objet de la demande et classement

La demande d'autorisation déposée porte sur :

- une augmentation des capacités de production (de 125 t/j à 135 t/j ou 34 000 t/an),
- une évolution croissante de l'utilisation de produits inflammables et classement sous le régime de l'autorisation pour les rubriques n° 1432 et n° 1433 de la nomenclature des Installations Classées,
- le classement sous le régime de l'autorisation pour la rubrique n° 2920 de la nomenclature des Installations Classées,
- une utilisation de quantités plus importantes de produits toxiques dans le cadre du développement de nouveaux produits.

De part ces modifications, les installations seront visées par les rubriques de la nomenclature des Installations listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Nature de l'installation	Volume autorisé
1432-2a	A	Liquides inflammables (stockages en réservoirs manufacturés de).	Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³ .	<p>Cuve enterrée d'alcool de 30 m³ (coeff. 1/5).</p> <p>Stock de matière première inflammable de 190 m³.</p> <p>Rompus (contenants qui ont été ouverts) inflammables de 30 m³.</p> <p>Stock de matière première inflammable labo industrialisation de 3,5 m³.</p>	Capacité équivalente égale à 229,5 m ³
1433-B-b	A	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de).	Installations de simple mélange à froid : lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables susceptible d'être présente est supérieure à 5 t, mais inférieure à 50 t.	<p><u>Fabrication UP1</u> Mélangeurs : 40 t Cuves de stockages fixes : 278 t Cuves mobiles : 64 t Zone après pesée : 7 t Vrac futur : 10 t</p> <p><u>Conditionnement UP1</u> Quantité maximale sur les lignes et échantillonneuses : 15 t Cuves pour le nettoyage : 5 t</p> <p><u>Conditionnement UP2</u> Quantité maximale sur les lignes : 2 t</p>	La quantité totale équivalente est égale à 421 t
2260-1	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail.	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	<p>Réacteurs, agitateurs, pompes UP1 : 402,9 kW</p> <p>Réacteurs, agitateurs, pompes UP2 : 398 kW</p>	Puissance installée de 800,9 kW
2920-2a	A	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa.	Comprimant ou utilisant des fluides ininflammables ou non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW.	<p>Installations de compression : 2x75 kW + 2x45 kW</p> <p>Installations de réfrigération : UP1 : 3x300 kW UP2 : 456,2 kW</p>	Puissance absorbée totale de 1,596 MW
1131-2c	D	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	<p>Stock matières premières toxiques : 5,6 t</p> <p>Stock rompus : 200 kg</p>	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 5,8 t

1412-2b	D	Gaz inflammables liquéfiés (stockages en réservoirs manufacturés de).	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t.	Citerne de butane de 70 m ³ soit 40 t	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 40 t
1434-1b	D	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution).	Le débit maximum équivalent de l'installation étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h mais inférieur à 20 m ³ /h.	Remplissage des mélangeurs en alcool : pompe de 10 m ³ /h	Le débit maximum équivalent est de 10 m ³ /h.
1510-2	D	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ .	Tour de stockage 2 : 19 760 m ³ Zone de réception / expédition : 11 563 m ³ Patio : 11 628 m ³ Rompus non ATEX : 1 757 m ³ Espace palettes UP2 : 959 m ³	Volume de 45 667 m ³ .
2910-A-2	D	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Nota : La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.	Lorsque l'installation, dont la puissance thermique maximale est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW, consomme exclusivement, seul ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	3 chaudières : Une chaudière de 1,534 MW Une chaudière de 2,050 MW Une chaudière de 1,744 MW	Puissance thermique maximale de 5,328 MW.
2925	D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Recharge d'accumulateurs	223,4 kW

1172	NC	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	/	15 t
2640-2b	NC	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication industrielle, emploi de).	Emploi La quantité de matière utilisée étant supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j.	/	180 kg/j.

A : Autorisation, D : Déclaration, NC : Non Classable.

II.5 - Inconvénients et moyens de prévention

▪ Eau

→ Consommation d'eau

Le site est raccordé au réseau d'adduction d'eau public de la ville de LA GACILLY.

En 2006, la consommation annuelle d'eau était de 124 428 m³.

La répartition de la consommation en eau en 2006 est :

- 39 % pour le nettoyage industriel,
- 34 % pour la production d'eau purifiée,
- 15 % pour des utilisations diverses comme les fontaines, le réseau incendie, les eaux sanitaires, ...,
- 12 % pour le refroidissement et les pompes à vide.

Une partie de l'eau purifiée entre dans la constitution des produits fabriqués (19 % de la consommation totale d'eau).

Le ratio de la consommation d'eau par tonne de vrac fabriqué est passé de 4,7 en 2000 à 4,1 en 2006. Cette diminution fait suite aux actions engagées par la société afin d'économiser l'eau (modification des pompes à vide, programmes de nettoyage adaptés aux produits fabriqués, sensibilisation du personnel).

→ Rejets d'eau

Eaux usées industrielles

Les eaux usées industrielles proviennent principalement du nettoyage des équipements de production.

Les eaux usées industrielles rejoignent le réseau d'assainissement communal et sont traitées par la station d'épuration collective de LA GACILLY qui a pour exutoire l'Aff.

Suite à de nombreux dysfonctionnements et dépassements des valeurs limites de rejet de la station d'épuration, un prétraitement des eaux industrielles a été mis en œuvre en 2003 au sein de la société. La mise en place du prétraitement a contribué à réduire notablement les charges en DCO entrée de la station communale (cf. tableau ci-dessous).

	Année 2004			Année 2003		
	DCO (kg/j)	MES (kg/j)	NTK (kg/j)	DCO (kg/j)	MES (kg/j)	NTK (kg/j)
Janvier	782	308	27	1 520	291	25
Février	830	188	37	1 990	505	55
Mars	1 002	282	37	1 874	45	39
Avril	909	260	34	2 554	609	50
Mai	895	265	36	2 155	408	36
Juin	1 226	285	43	1 570	488	50
Juillet	975	206	33	1 563	294	34
Août	820	230	32	1 085	268	42
Septembre	706	228	30	1 198	262	33
Octobre	970	263	36	1 167	348	38
Novembre	908	318	35	1 172	315	35
Décembre	770	212	33	1 055	282	35
Moyenne	899	254	34	1 575	376	39
Ecart en %	- 43	- 32,4	- 12,8			

Depuis la mise en place du prétraitement, les dysfonctionnements de la station communale ont disparu.

La filière de pré-traitement comporte les étapes suivantes : dégrillage, stockage en bassins tampons (volume total de 1 390 m³), traitement physico-chimique, puis neutralisation à la soude.

Les boues issues du pré-traitement sont traitées dans la station d'épuration de LA GACILLY (déshydratation, chaulage et épandage).

En 2006, les rejets en sortie de prétraitement représentaient une moyenne de 316 m³/j pour une charge de 637 kg/j de DCO – 299 kg/j de DBO₅ – 113 kg/j de MES – 9,1 kg/j de NTK et 0,22 kg/j de Phosphore total.

Les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral de 1996 en flux et en concentrations sont, pour un débit de 380 m³/j : DCO 2 360 kg/j (6 200 mg/l) – DBO₅ 850 kg/j (2 250 mg/l) – MES 320 kg/j (850 mg/l) – NGL 23 kg/j (60 mg/l) et P_t 2 kg/j (5,5 mg/l).

L'étude d'impact qui comporte un volet spécifique relatif au raccordement à la station d'épuration collective de LA GACILLY a déterminé les caractéristiques des eaux industrielles qui peuvent être admises sur le réseau afin d'assurer un bon fonctionnement de la station communale et un respect des valeurs limites de rejet dans l'Aff.

Les valeurs limites déterminées sur la base de l'étude d'impact sont les suivantes : débit 430 m³/j – DCO 1 720 kg/j (4 000 mg/l) – DBO₅ 860 kg/j (2 000 mg/l) – MES 258 kg/j (600 mg/l) – Graisses MEH 64,5 kg/j (150 mg/l) – Azote global 25,8 kg/j (60 mg/l) et Phosphore total 2,15 kg/j (5 mg/l).

Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont traitées par la station d'épuration collective de LA GACILLY.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales collectées sur les toitures et les surfaces étanches extérieures sont recueillies dans un bassin étanche d'une capacité de 300 m³. Un déboureur-séparateur à hydrocarbures est placé en sortie du bassin avant rejet des eaux vers le ruisseau du Val.

Conformément à l'avis de la DDE, un limiteur de débit sera installé de manière à avoir un débit de rejet limité à 3 l/s par hectare pour l'ensemble des eaux pluviales du bassin versant intercepté.

▪ Air - Odeurs

Les sources d'émissions dans l'atmosphère sont les extractions au niveau des ateliers de fabrication (éthanol) et les chaudières fonctionnant au gaz.

Le dossier indique que la quantité d'alcool émise par les événements des mélangeurs est estimée à 6,6 kg/j soit environ 825 kg/an. L'émission d'alcool lors des opérations de dépotage est quant à elle estimée à 53 kg/an.

S'agissant des chaudières, des contrôles de combustion sont réalisés tous les ans et des contrôles des fumées tous les 3 ans.

▪ Bruit – Transport

Les sources de bruit correspondent au fonctionnement de la station de pré-traitement des eaux, aux groupes froids, à la circulation des véhicules (engins de manutention, poids lourds et voitures).

Dans le cadre du projet, le dossier indique que la situation n'évoluera pas par rapport à la situation actuelle. Les émissions sonores devront être conformes aux valeurs limites en vigueur.

Le trafic journalier sera d'environ 80 passages poids lourds (en comptant l'arrivée et le départ) et 900 passages de voitures (en comptant l'arrivée et le départ).

▪ Déchets

Près de 1 900 t de déchets ont été générées en 2004 (77 % de Déchets Industriels Banals et 23 % de Déchets Industriels Dangereux).

63 % des DIB sont recyclés, 32 % incinérés et 5 % sont réutilisés.

La totalité des DID (vrais cosmétiques principalement) est incinérée avec récupération d'énergie.

▪ Energie

Les 2 principales sources d'énergie utilisées sont le gaz (butane) provenant d'une citerne de 40 t et l'électricité.

Depuis 1996, on constate une augmentation de la consommation en gaz et en électricité. En 2006, la consommation de gaz était de 721 t et la consommation d'électricité était de 6 407 MWh.

Afin de mettre en parallèle la consommation en énergie et le tonnage de production de vrac, un indicateur a été mis en place (consommation en énergie par rapport au tonnage fabriqué).

Pour le gaz, cet indicateur a diminué entre 1996 et 2006 (0,5 MWh/t en 1996 et 0,33 MWh/t en 2006). Il a également diminué pour la consommation d'électricité (0,31 MWh/t en 1996 et 0,21 MWh/t en 2006).

Le dossier indique qu'il n'y a pas d'énergie de substitution aux énergies là où elles sont utilisées.

Afin d'utiliser l'énergie de façon rationnelle, le dossier indique que la société a mis en place :

- un compteur pour le gaz,
- une optimisation de l'utilisation des chaudières avec suivi des rendements,
- un renforcement de la maintenance sur les purgeurs pour abaisser les températures des condensats,
- une sensibilisation du personnel,
- un suivi régulier des consommations.

II.6 - Risques et moyens de prévention

Les risques principaux présentés sur le site concernent :

- l'incendie,
- l'émission de vapeurs toxiques lors d'un déversement accidentel de substances chimiques ou d'un mélange de produits incompatibles d'une part, ou lors d'un dégagement de fumées issues d'un incendie d'autre part,
- l'explosion,
- la pollution des eaux suite à un déversement accidentel ou à un incendie.

L'étude de dangers conclut que le site présente un niveau de risques limité.

L'étude détaillée de risques met en évidence que l'ensemble des événements accidentels retenus n'a pas d'impact sur les riverains ou l'environnement.

Le dossier prévoit les mesures de prévention suivantes :

- isolement des locaux à risque par des murs coupe-feu,
- quantités de matières dangereuses stockées limitées aux besoins de la production,
- mise en place d'équipements adéquats (ATEX) dans la zone présentant des risques d'atmosphère explosible,
- consignes de sécurité.

En ce qui concerne la protection contre l'incendie, les moyens suivants sont disponibles :

- extincteurs,
- robinets d'incendie armés,
- installation de détection et d'extinction automatique pour l'ensemble des bâtiments (sauf la partie accueil),
- 6 poteaux incendie,
- une réserve d'eau de 650 m³.

Dans les zones de stockage des matières premières inflammables un système de sprinklage à mousse va être mis en place.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seraient confinées dans le bassin d'orage étanche équipé d'une vanne et d'une capacité de 300 m³, au sein des rétentions des locaux de l'établissement, au niveau des bassins tampons de la station de pré-traitement du site.

III - La consultation et l'enquête publique

III.1 - Avis des services

Direction Départementale de l'Équipement – Avis du 26 novembre 2007

- Sur le plan urbanisme : aucune remarque.
- Sur la gestion des eaux pluviales : dimensionner le bassin de rétention de manière à avoir un débit de sortie de 3 l/s par hectare pour l'ensemble des eaux pluviales du bassin versant intercepté et prévoir un dispositif de fermeture en cas de pollutions accidentelles.

Service Départemental d'Incendie et de Secours – Avis du 11 janvier 2008

Le SDIS a émis les observations suivantes :

« ...

- 1) *Le projet de réaménagement de l'usine Yves Rocher des Villes Geffs, nécessite la mise à jour du plan d'établissement répertorié réalisé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Morbihan en partenariat avec l'industriel. A cet effet une rencontre et une visite des lieux ont été organisées le 13 novembre 2007.*
- 2) *A la suite des travaux de réorganisation interne des visites orientées sur la connaissance des principales zones et facteurs de risque devront être organisées à l'intention des Sapeurs-Pompiers du Centre de Secours local. »*

Direction Régionale de l'Environnement

Ce service n'a pas émis d'avis.

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales – Avis du 06 décembre 2007 et du 26 février 2008

La DDASS a émis un avis défavorable en date du 06 décembre 2007 basé sur les éléments suivants :

- recensement des agents dangereux non exhaustif,
- justifier le choix des agents traceurs de risques retenus,
- légionellose : le risque sanitaire lié aux proliférations de légionelles devra être évalué,
- modélisation des expositions,
- déchets : filières de traitement des lampes au néon, ou lampes fluorescentes, non appropriées et le mode de stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) dans un compacteur DIB n'est pas conforme aux prescriptions de l'article R-1335-6 du Code de la Santé Publique.

L'exploitant a fourni des compléments à son dossier afin de répondre aux observations de la DDASS. On peut noter en particulier :

- liste des matières premières ayant au moins une phrase de risque,
- sélection des agents traceurs de risques en fonction des critères de toxicité, de nocivité, du caractère cancérogène ou reprotoxique
- s'agissant du risque de légionellose lié à la tour aéroréfrigérante : arrêt de celle-ci en août 2008 ; l'équipement sera entièrement démantelé,
- représentation graphique de la modélisation des expositions.

Considérant l'insuffisance des compléments apportés quant au risque sanitaire lié aux légionelles, la DDASS a maintenu un avis défavorable le 26 février 2008 sur ce dernier point.

Direction Régionale des Affaires Culturelles – Avis du 30 août 2007

La DRAC indique qu'aucun site archéologique n'est actuellement recensé dans l'emprise de l'aire d'étude ou à sa proximité immédiate. Elle rappelle toutefois la nécessité d'informer le Service Régional de l'Archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux, conformément aux dispositions de la loi validée du 27 septembre 1941.

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt – Avis du 15 novembre 2007 et du 26 février 2008

La DDAF a émis un avis favorable en date du 15 novembre 2007 sous réserve que :

- l'industriel donne des précisions sur l'incidence de l'augmentation de production sur les boues,
- pour la station d'épuration communale, en attendant de comprendre et de maîtriser les difficultés de nitrification en période froide, il paraît nécessaire de mesurer l'azote ammoniacal total et non dissocié dans l'Aff au moment des périodes de fortes concentrations ammoniacales dans le rejet. Cela permettra de savoir s'il y a ou non une atteinte du bon état écologique dans le milieu récepteur par le dépassement du seuil de concentration qui est sans effet sur les salmonidés. Les références pour l'appréciation du bon état pourront être les concentrations maximales Guide et impératives pour les eaux salmonicoles qui figurent dans la directive européenne visant les eaux douces devant être protégées pour la vie des poissons (directive du 06 septembre 2006).

L'exploitant a fourni des compléments à son dossier afin de lever les réserves de la DDAF.

Par courrier en date du 26 février 2008, la DDAF a levé la réserve concernant les boues dans la mesure où l'augmentation des boues produites est minime (10 % soit un accroissement de 5 % des boues à épandre au niveau communal).

Sur le deuxième point, dans la mesure où les compléments n'apportent pas de réponse sur les difficultés épisodiques de nitrification dans la station d'épuration communale ou leurs conséquences dans le milieu de rejet, la DDAF propose d'inscrire dans l'arrêté concernant la station une prescription sur la mesure de l'azote toxique dans l'Aff lorsque le taux d'azote ammoniacal de l'effluent rejeté est élevé.

Direction Départementale du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle – Avis du 21 décembre 2007

Avis favorable.

III.2 - Avis des conseils municipaux

Conseil municipal de LA GACILLY – 29 novembre 2007

Avis favorable.

Conseil municipal de CARENTOIR – 17 décembre 2007

Avis favorable.

Conseil municipal de COURNON – 14 décembre 2007

Avis favorable.

Conseil municipal de LA CHAPELLE GACELINE – 13 décembre 2007

Avis favorable.

Conseil municipal de SIXT SUR AFF – 17 décembre 2007

Avis favorable

III.3 - Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 26 novembre au 28 décembre 2007 inclus.

Dans son rapport, le commissaire-enquêteur indique que 4 personnes ont pris connaissance du dossier durant l'enquête publique.

Une seule de ces 4 personnes a porté une observation au registre d'enquête publique.

Tout en étant très favorable au projet de la société Yves ROCHER, cette personne s'étonne de la passivité de certaines associations de protection de l'environnement lors de cette enquête publique contrairement à l'activité déployée lors de l'enquête publique de la société KNAUF à COURNON.

III.4 - Conclusions du commissaire-enquêteur – 14 janvier 2008)

Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable.

IV - Analyse de l'Inspection des Installations Classées

Les enjeux à prendre en considération sont essentiellement :

- La maîtrise des consommations en eau et l'impact des eaux usées industrielles prétraitées sur le fonctionnement de la station d'épuration communale de LA GACILLY et in fine l'Aff.
- L'incendie et la pollution des eaux suite à un déversement accidentel ou à un incendie.

Concernant la consommation d'eau, la société Yves ROCHER a déjà engagé différentes actions afin de réduire la consommation d'eau. Un audit sur les consommations en eau devra être réalisé en vue de définir des pistes de progrès supplémentaires éventuelles.

Depuis la mise en place en 2003 de la station de pré-traitement des eaux usées industrielles avant rejet dans le réseau d'assainissement communal, et en parallèle à l'augmentation de la capacité de stockage tampon de la station d'épuration communale afin de mieux gérer les variations hydrauliques liées aux eaux parasites et les variations de charges organiques, on note une diminution nette et notable des flux rejetés en DCO.

L'étude d'impact démontre que les valeurs limites en sortie de pré-traitement telles qu'elles sont reprises dans le projet d'arrêté joint au présent rapport permettent d'assurer un bon fonctionnement de la station d'épuration collective et un respect des valeurs limites de rejet dans l'Aff.

Au regard des compléments apportés par la société sur le risque légionellose, en particulier arrêt de la tour aéroréfrigérante en août 2008 et surtout des résultats d'analyses des concentrations en légionelles pour l'année 2007 conformes, nous estimons que la réserve de la DDASS peut être levée.

Comme suite à l'avis de la DDAF, afin de vérifier qu'il n'y a pas atteinte au bon état écologique du milieu récepteur, l'Aff en l'occurrence, lorsque la concentration d'azote ammoniacal est élevée au niveau des rejets de la station d'épuration collective de LA GACILLY, l'Inspection des Installations Classées va demander à Monsieur le Maire de LA GACILLY qu'une mesure de l'azote toxique soit réalisée. Les valeurs mesurées devront respecter les valeurs fixées par la Directive 2006/44 du 06 septembre 2006 (*).

Dans la mesure où le Maire de LA GACILLY va prochainement déposer un dossier de régularisation du plan d'épandage des boues, cette prescription sera reprise dans l'arrêté concernant la station d'épuration.

(*) Concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons.
Concentration maximale guide et impérative pour l'ammoniac non ionisé (en mg/l NH_3) : $G \leq 0,005$ et $I \leq 0,025$.
Concentration maximale guide et impérative pour l'ammonium total (en mg/l NH_4) : $G \leq 0,04$ et $I \leq 1$.

Au regard de l'étude de dangers, les phénomènes dangereux identifiés par l'exploitant sont acceptables. En particulier, le dossier prévoit :

- que l'ensemble des procédures et des mesures techniques pour limiter les risques associés à la manipulation et au stockage des substances dangereuses sont mises en œuvre,
- la présence de rétentions suffisantes pour contenir les écoulements et fuites, les éventuelles eaux d'extinction d'incendie. Sur ce point, tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols devra être associé à une capacité de rétention correctement dimensionnée.

Afin de vérifier l'absence d'impact sur les eaux souterraines, nous proposons qu'un suivi portant sur la qualité des eaux souterraines soit mis en place.

V - Proposition de l'Inspection des Installations Classées

Compte tenu des aménagements et des mesures compensatoires prévus par la société Yves ROCHER en vue de minimiser l'impact de ses installations sur l'environnement et prévenir le risque d'incendie et de pollution des eaux notamment et, sous réserve des prescriptions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, nous émettons un avis favorable à la demande présentée par Monsieur le Directeur de la société Yves ROCHER.

Le projet d'arrêté d'autorisation sera soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Rédacteur

L'Inspecteur des Installations Classées,

Approbateur

Le Chef du Groupe de Subdivisions par intérim,